

FFQ

petite

presse



Fédération des femmes du Québec

506, Ste-Catherine est
Bureau 801
Montréal, Québec, H2L 2C7
(514) 844-7049

Dialogue '86 : en route vers de nouveaux réseaux

par Ginette Busque, présidente

Du 22 au 25 mars 1985 se tenait à Ottawa un sommet économique national auquel étaient convié(e)s des représentant(e)s du gouvernement, du monde des affaires, des syndicats et de divers groupes communautaires. Vous vous souvenez peut-être que la F.F.Q. fut le seul groupe de femmes du Québec invité à participer à ce sommet et que Denyse Rochon s'y fit notre porte-parole. Idéalement, cet événement devait permettre de développer des consensus sur des points cruciaux de l'économie, tels les stratégies d'emploi, la réduction du déficit, les taux élevés d'intérêts, etc...

Malheureusement, des consensus ne purent être dégagés et le premier budget Wilson nous a révélé la mesure de l'échec de l'exercice encouru en mars. On a pu constater, en effet, que le gouvernement n'avait pas prêté aux syndicats et aux groupes communautaires l'oreille attentive qu'il avait prêtée au monde des affaires.

«Dialogue '86» est née de la réaction de mécontentement des groupes ainsi ignorés et qui tiennent à être entendus. Pendant tout l'automne '85, un comité directeur, présidé par Dick Martin du Congrès du Travail du Canada, syndicat qui a initié toute la démarche, s'est réuni régulièrement pour organiser une grande rencontre nationale dont l'objectif visait la création de réseaux entre les groupes intéressés, l'analyse de sujets sociaux et économiques de premier plan et l'élaboration de stratégies responsables. Denyse Rochon a fait partie de ce comité directeur et a accepté de coprésider la conférence. Denyse a particulièrement insisté sur la nécessité d'une forte représentation des femmes et des francophones. En tant que participante, j'ai été à même de constater l'appréciation que reçoit notre ex-présidente dans l'accomplissement de son travail.

Pendant deux jours et demi des représentant(e)s des syndicats, des groupes de femmes et des organismes porte-parole des intérêts des étudiant(e)s, des fermiers(ères), des personnes âgées, des personnes handicapées, des autochtones, des différentes eth-

nies et des personnes préoccupées par la protection de l'environnement, ont donc participé ensemble à des plénières et des ateliers portant sur le chômage, les dépenses sociales, les politiques fiscales et le rôle du gouvernement.

Le chômage a été identifié comme le problème économique numéro un, problème qui doit être solutionné par une véritable politique de création d'emplois stables et permanents. Le chômage qui sévit aujourd'hui est décrit comme structural et risque de s'amplifier par l'introduction éventuelle d'une politique de libre-échange avec les États-Unis. Quant aux dépenses sociales, il a été constaté, une fois de plus, qu'elles sont moins fortes au Canada que dans bon nombre de pays industrialisés. Ruth Rose, professeur e d'économie à l'UQAM et avec qui plusieurs d'entre nous ont eu l'occasion de travailler nos dossiers à caractère économique, a prononcé une conférence sur cette question. Elle a soutenu que les solutions à la réduction du déficit ne doivent pas passer par une diminution des dépenses sociales; qu'au contraire, notre économie se porterait même mieux si on augmentait ces dépenses. Les discussions sur les politiques fiscales nous ont fait prendre conscience du fait que le fardeau fiscal des individus était plus lourd que celui des entreprises et que l'écart va en s'accroissant; les moins bien nantis sont, quant à eux, davantage affectés par les taxes de la nature des taxes de vente et d'accise. Dans les ateliers et durant la plénière portant sur le rôle du gouvernement, il a été question des rapports entre le gouvernement et les syndicats, le patronat et les groupes communautaires. La question du «gouvernement par sondages» a été abordée pour voir dans quelle mesure les sondages constituent un outil sérieux et utile pour les gouvernements qui veulent prendre des décisions «démocratiques».

Il y aurait évidemment bien davantage à discuter et il serait intéressant de reprendre entre nous certains de ces thèmes. J'aimerais, en terminant, vous faire part du fait que le gouvernement et le monde des affaires n'ont pas répondu à l'invitation que leur ont adressée le comité directeur de participer à «Dialogue '86». Nous avons été déçu(e)s de cette attitude qui ne facilite pas le «dialogue». J'espère, pour ma part, que les réseaux que nous voulons voir naître d'une rencontre de ce type verront le jour. Une coalition sur le libre-échange est déjà amorcée et il y a tout lieu de croire que des actions s'ensuivront. Nous vous tiendrons au courant des développements au cours des prochains mois.

FFQ

Les orientations du Comité des communications au sein de la F.F.Q.

par Annette Oliel-Amar, responsable

Les orientations du Comité des communications récemment institué sont dictées par le désir de la Fédération (qui regroupe 40 000 femmes environ) de divulguer à travers le Québec, les moyens de pression et les actions entreprises pour défendre l'intérêt des femmes auprès des diverses instances gouvernementales.

Un des premiers volets de l'engagement du Comité est d'encourager les associations à diffuser nos buts et les dossiers sur lesquels la F.F.Q. travaille. Le deuxième volet consistera à susciter assidûment les nouvelles nous parvenant soit des Conseils régionaux, des membres individuelles ou de nos associations.

Notre équipe se donne comme mission de donner à la F.F.Q. une visibilité sans cesse grandissante et d'affirmer notre présence auprès des médias d'information. Pour cela, le Comité des communications s'est donné un plan d'action très clair. Premièrement, il s'agira de diffuser la «petite presse» une fois par mois. Deuxièmement, nous serons à la disposition du Comité de recrutement afin de promouvoir une plus grande adhérence au sein de la F.F.Q. Nous ne manquerons pas non plus de diffuser les différentes éta-

pes entreprises par le Comité du 20^e anniversaire, événement auquel nous comptons sur votre participation. En quatrième étape, notre collaboration étroite avec le Comité d'éducation nous permettra de divulguer à nos membres les informations concernant les différentes activités de formation que la F.F.Q. offrira. Finalement, nous nous attacherons cette année à publier des articles sur des dossiers dits «chauds» dans des revues spécialisées. Ces articles seront écrits avec la collaboration des personnes responsables des dossiers concernés.

En résumé, notre but essentiel est celui d'éduquer nos membres à considérer la F.F.Q. comme le **groupe de pression** par excellence auprès de tous les paliers des gouvernements. Nous voulons que nos membres qui nous ont confié la tâche de les représenter, sachent que notre présence est active et qu'elles peuvent compter sur la Fédération pour appuyer leurs revendications de façon juste et équitable. Le seul moyen de communication entre nous, c'est notre organe officiel la «petite presse». L'équipe de ce comité vous est présentée plus bas.

Les comités: qui fait quoi?

COMITÉS PERMANENTS

Communications: Annette Oliel-Amar, responsable

Louise Couture
Louise Dandurand
Suzanne Trudel
Michèle Guay

Finances: Lyne Grondin, responsable

Ginette Busque
Joane Charpentier

Éducation: Jeannine Picard, responsable

Denise Crête
Claudie Solar
Lucie Lacombe
Lise Désy

Action politique: Claire Bonenfant, responsable

Ginette Busque
Denyse B. Rochon
Évelyne Tardy
Francine Sénécal
Francine Doyon
Monique Beauchamp
Thérèse Desrosiers

Congrès 20^{ième} anniversaire

Noëlle-Dominique Willems, responsable

Contenu: Noëlle-Dominique Willems, responsable

Denyse B. Rochon
Ghyslaine Patry-Buisson
Nicole Boily
Michèle Jean
Diane Trottier
Jeanne Gariépy

Fête: Denyse B. Rochon, responsable

Marie Vallée, coordonnatrice
Charlotte Thibault
Suzanne Bélanger
Louiselle Charland
Anne-Hélène Pénault

Levée de fonds: Louise Roy, présidente

Suzanne Bélanger, responsable
Marie Vallée, coordonnatrice
Lyne Grondin
Denyse B. Rochon
Louise Piché
Lise Goyette
Marie-Françoise Marchis-Mouren
Anne-Hélène Pénault

Dans le prochain numéro:

Les responsables des Comités ad hoc

FFQ

Nouvelles F.F.Q.

Le Congrès 20ième anniversaire

Le travail d'organisation va bon train. Rappelons que nous fêterons, avec éclat, nos 20 ans d'existence. L'événement aura lieu à Montréal les 25-26-27 avril prochains (Prenez vos agendas!).

Voici quelques informations préliminaires: notre assemblée générale aura lieu le vendredi 25 au soir; la journée du samedi 26 sera consacrée à une rétrospective de nos actions, le dimanche 27, en avant-midi, nous dresserons, ensemble, nos perspectives d'avenir. Ces trois parties se dérouleront au **Holiday Inn, Place Dupuis**.

Le samedi soir, ce sera la **Fête**, à l'**Hôtel Méridien**. Des détails vous seront fournis dans le prochain bulletin et une invitation vous parviendra bientôt. Il y aura plein de surprises, ce soir-là.

Dans le cadre de ce 20ième anniversaire, nous lançons une campagne de levée de fonds. **Louise Roy**, p.d.g. de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, a accepté d'en être la présidente et sera entourée d'un comité d'honneur de prestige dont elle dévoilera publiquement les noms dans les jours à venir.

Le Congrès, cette année, un événement à ne pas manquer!

IMPORTANT: Celles qui sont déjà en mesure de dire qu'elles viendront, veuillez nous téléphoner au 514-844-7049. Ça aiderait grandement le travail du Comité organisateur, pour les réservations de chambres. Merci.

Les dossiers de l'année, (suite du numéro de janvier)

par Liliane Blanc

• DOSSIERS ÉCONOMIQUES

Nous avons classé dans cette famille les dossiers: fiscalité, Commission Macdonald, Dialogue '86, les budgets ministériels et les pensions. Il est bien évident que des recoupements se font entre eux.

• Québec:

Fiscalité — Budget: Notre colloque «**Femmes et fiscalité**» de mai dernier avait pour but, de nous préparer aux consultations annoncées sur le Livre blanc sur la fiscalité. Plusieurs recommandations sont sorties des ateliers. Mais les consultations n'ont pas eu lieu et certains points du Livre blanc sont entrés en vigueur avec le dernier budget provincial. À suivre de près: Les intentions du nouveau gouvernement.

Pensions: Durant la campagne électorale, le parti libéral a promis l'intégration des femmes au foyer dans le Régime des rentes. La F.F.Q. doit se prononcer sur les modalités d'intégration.

• Ottawa:

Fiscalité — Budget: Nous réclavons depuis longtemps une réforme complète de la fiscalité canadienne. Mais le gouverne-

ment semble vouloir procéder par tranches, via les réaménagements dans les programmes sociaux ou l'assurance-chômage, par exemple. La grande préoccupation est la réduction du déficit et les consultations entreprises auprès des groupes sociaux, depuis septembre '84, sont très frustrantes: elles n'orientent en rien les politiques gouvernementales, pré-établies. Seule la pression peut modifier les décisions, exemple: l'indexation des pensions de vieillesse rétablie, le principe d'universalité des allocations familiales maintenu. C'est un dossier très chaud auquel se greffent les points suivants:

Commission Macdonald: Du rapport déposé récemment, les médias ont surtout mis l'accent sur 2 points: toute la question du libre-échange et le salaire minimum garanti. La question du salaire minimum garanti préoccupe également la Commission d'enquête sur l'assurance-chômage. Nous devons veiller à faire entendre notre point de vue quant aux répercussions possibles, sur les femmes, de certaines mesures préconisées dans le rapport.

Dialogue '86: Nous avons participé à cette conférence «parallèle», organisée par le Congrès du travail du Canada pour faire pendant à la conférence économique organisée par le Premier Ministre Mulroney, en mars dernier. En éditorial, Gi-

nette Busque nous résume les enjeux de cette rencontre nationale.

• DOSSIER SANTÉ

Avortement: dossier actif

La position de la F.F.Q. est le **libre choix**. Nous devons obtenir la décriminalisation de l'avortement. Nous participerons, en février, à la formation d'une coalition pour l'avortement libre et gratuit. Une grande vigilance s'impose compte tenu de la conjoncture répressive actuelle.

Commission Rochon: dossier actif

Une autre Commission d'enquête est mise en route, celle sur la santé et les services sociaux connexes. Les consultations auront lieu au printemps. Nos interviendrons sur la problématique générale (accessibilité, gratuité, services) et sur des points plus spécifiques comme: les femmes et les problèmes de toxicomanie, de surmédication, la violence et l'avortement.

Projet F.F.Q. à Alma: Le Conseil régional du Lac St-Jean et la Maison au Quatre Temps entreprennent la phase 2 de leur projet «Notre santé par notre autonomie». Un vidéo a été produit et un diaporama de sensibilisation est en cours d'élaboration.

• DOSSIER PORNOGRAPHIE

Le Comité est dans la phase finale de préparation de la trousse d'information.

Régie du Cinéma: dossier actif
Des audiences publiques auront lieu en avril portant sur le classement des films. Nous y comparaitrons. En février '83, le front commun contre la pornographie, dont nous étions membres, déposait un mémoire sur le projet de loi 109 (**Loi sur le cinéma et le vidéo**). Certaines de nos recommandations portaient déjà sur les critères de classement.

Rapport Fraser: dossier ouvert
Nous devons réagir au rapport déposé par le Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution. Nous avons présenté un mémoire devant le Comité en 1984.

• DOSSIER PAIX

dossier actif

L'ONU a décrété 1986, année internationale de la Paix. Le Comité Paix a prévu plusieurs activités qui vous seront annoncées régulièrement.

FFQ

L'année internationale de la paix (1986) pour la préparation des sociétés à vivre en paix

par Marie-Berthe Dion, responsable

Proclamée par résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, l'Année internationale de la paix nous reporte à l'objectif principal énoncé dans la Charte des Nations Unies, qui est de «préserver les générations futures du fléau de la guerre». Il faut redoubler d'efforts pour atteindre ce but dans le monde actuel, où la survie de l'humanité est de plus en plus menacée par l'escalade de l'armement atomique.

Il ne suffirait pas toutefois d'éliminer la guerre et les autres formes de violence. Le règne permanent de la paix dans notre univers exigerait l'entretien de relations harmonieuses entre les individus d'un même groupe, entre les groupes d'une même collectivité, entre les peuples d'un même monde. Or, cet état essentiel de concorde ne saurait se réaliser à l'échelle planétaire qu'à partir des principes d'équité et de compréhension, de solidarité et de coopération qui tendent au plus grand bien de l'humanité tout entière.

Fait encourageant, l'Année internationale de la paix a notamment pour objet de concentrer la réflexion (aux fins de réalisation) sur les conditions fondamentales de la paix, en particulier sur:

- la corrélation entre la paix et le développement, la sécurité, la justice, la satisfaction des besoins essentiels des êtres humains, etc.;
- l'exercice des droits et libertés de l'Homme;
- la préparation des sociétés à vivre en paix.

Le dynamique processus qu'implique la préparation des sociétés à vivre en paix passe évidemment par l'information, l'éducation, la sensibilisation. «Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix», comme l'affirme à juste titre l'Acte constitutif de l'UNESCO. Il faut donc propager partout l'esprit de paix, ce qui nécessite la participation concrète des divers groupes sociaux, y compris l'action indispensable des femmes.

Pour sa part, le Comité de la paix de la F.F.Q. se propose de marquer l'Année internationale de la paix par diverses activités telles que l'étude de questions pertinentes, la tenue d'une série de séances d'information à l'intention des femmes et l'organisation d'un événement spécialement consacré à la paix dans le cadre de la célébration du vingtième anniversaire de la Fédération.

Associations — Membres

Le Regroupement des garderies, région 6C, a lancé dernièrement un livre: «La p'tite histoire des garderies» de Micheline Lalonde-Graton, pour faire le point dans ce dossier.
Information: 514-672-8826

La Société Elizabeth Fry a fêté en décembre dernier les 5 ans de sa maison de transition Thérèse Casgrain pour femmes ex-détenues. Son rôle est éminemment social: elle a accueilli 150 résidentes depuis 1980. La société publie un bulletin «Femmes et justice» et offre différentes activités d'information au public.
Information: 514-933-5945

SOIF: Le Service d'orientation et d'information auprès des filles sur les métiers non traditionnels vient de produire un vidéo: «L'avenir, c'est maintenant». C'est un outil déclencheur de réflexion sur le changement de mentalité des jeunes de 14 à 18 ans qui manquent d'informations pertinentes concernant leur choix d'orientation scolaire et professionnelle.
Information: Lise Désy: 514-346-0924

Égalité

Les 21, 22 et 23 février 1986 se tiendra une **Conférence sur l'égalité des hommes et des femmes**, à l'intention des jeunes, sous l'égide de la Communauté bahétoise du Canada et le Secrétariat d'État pour l'Année internationale de la Jeunesse, à Toronto (Hôtel Skyline).

Information:
Denyse B. Rochon:
514-844-7049
Myriam Léonard:
514-658-9044

FFQ Petite Presse Sept. 1981
ISSN: 0228-8478
Dépôt légal Bibliothèque
Nationale du Québec

Rappel

Le Congrès du
20ième Anniversaire
aura lieu à Montréal
les 25-26-27 avril 1986

Réalisation

Production

Annette Oliel-Amar
Louise Couture
Liliane Blanc

Communication et

design graphique

Lorraine Larichelière
(514) 871-9337

Volume 5, Numéro 4

Février 1986